

Son aboutissement reste sujet à divergences
Les Arabes planchent sur la formation d'une force conjointe

Page 3

Boom des naissances
La population algérienne s'approche des 40 millions d'habitants

Page 4

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3524 - Dimanche 29 mars 2015 - Prix : 10 DA

Tribunal criminel de Boumerdès

Droukdel et ses acolytes condamnés à perpétuité

Page 24



Urgences médico-chirurgicales, hygiène hospitalière et réanimation médicale

Boudiaf insiste sur la complémentarité entre wilayas

Page 2

Faut-il occuper le Yémen ?

Par Mohamed Habili

D'une certaine façon, il en est de l'intervention actuelle au Yémen comme de celle qui s'est faite en Libye et qui s'est traduite par le renversement du régime de Kaddafi : c'est une coalition de forces qui en apparence fait tout le travail mais c'est l'armée américaine qui est aux commandes, tout en assurant par derrière la grosse machine sans laquelle rien n'est possible. Pas plus dans le cas présent que dans le précédent les Américains n'ont fait mystère sur leur véritable apport. Un avion saoudien s'est dérouteré loin de son champ d'action prescrit, et son pilote a dû s'éjecter en pleine mer : ce sont des militaires américains qui sont allés le repêcher. Certes, il n'y a pas lieu de s'en étonner, les Etats-Unis soutiennent l'intervention au Yémen, c'est la moindre des choses qu'ils apportent leur aide quand celle-ci leur est demandée par conséquent, sans même prendre en compte les liens d'amitié et d'intérêt qui les lient à l'Arabie saoudite, ainsi d'ailleurs qu'à l'ensemble des monarchies du Golfe. Mais d'un autre point de vue, la ressemblance est plus grande encore entre l'intervention au Yémen et celle qui se mène depuis des mois contre Daech.

Suite en page 3

Fruits, légumes et viandes toujours plus chers

Cette mercuriale qui désespère les Algériens



Les achats par kilogramme se raréfient. En effet, il est très difficile de s'approvisionner lorsque la poche est alimentée au compte-gouttes. Il faut dire que les produits exposés sont en grande partie destinés à la classe aisée. Des légumes qui étaient accessibles aux petites et moyennes bourses sont aujourd'hui hors de portée...

Lire page 2

Ph > E. Soraya/J. A.



JOUER AVEC NOUS SUR
f CENTALVITALITE



EAU OFFICIELLE DU GRAND TOUR D'ALGERIE DE CYCLISME
DU 6 AU 30 MARS 2015



PARTENAIRE OFFICIEL DE LA FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE CYCLISME



Fruits, légumes et viandes toujours plus chers

Cette mercuriale qui désespère les Algériens

■ Les achats par kilogramme se raréfient. En effet, il est très difficile de s'approvisionner lorsque la poche est alimentée au compte-gouttes. Il faut dire que les produits exposés sont en grande partie destinés à la classe aisée. Des légumes qui étaient accessibles aux petites et moyennes bourses sont aujourd'hui hors de portée...

Par Meriem Benchaouia

Le citoyen se réveille chaque matin avec l'augmentation des prix. Les légumes sont chaque jour plus chers, les fruits, viandes et autres produits aussi. Ils sont peu accessibles au commun des ménages dont la tournée de certains se limite au simple plaisir des yeux. Ainsi, on assiste à de nouveaux comportements d'achat : de plus en plus de clients limitent leurs achats en quantité. Les achats par kilogramme se raréfient. En effet, il est très difficile de s'approvisionner lorsque la poche est alimentée au compte-gouttes. Il faut dire que les produits exposés sont en grande partie destinés à la classe aisée. Des légumes qui étaient accessibles pour les petites et moyennes bourses sont aujourd'hui hors de portée. Cette flambée reste souvent inexplicable et les prix pratiqués sur les marchés défient l'entendement et plongent les consommateurs dans un profond accablement. Les commerçants et les responsables se rejettent la balle tandis que le citoyen lambda peine à remplir son couffin avec les produits de consommation les plus essentiels. Entre les deux, les intermédiaires s'en mettent plein les poches et sont chaque jour plus riches et plus puissants. Lors d'une virée faite au niveau de quelques marchés de la capitale, nous avons relevé que les prix de différents produits connaissent une hausse considérable. La pomme de terre et l'oignon sont cédés entre 95 et 100 DA le kilogramme. La courgette est cédée à 100 DA. D'autres légumes ont également été touchés par cette hausse des prix. La carotte et les navets, qui étaient, il y a à peine dix jours, à 60 DA le kilogramme sont passés à 70 DA. Les petits pois sont affichés à 100 DA le kilo alors qu'ils font partie des légumes saisonniers. Quant aux fèves et artichauts, ils sont cédés à partir de 70 DA le kilogramme. La flambée des prix touche également les fruits. En outre, les prix des fruits sont relativement chers. La banane est à 220 DA le kilo, les pommes varient entre 180 et 260 DA le kilogramme. La fraise est affichée à partir de 350 DA et les oranges sont cédées entre 150 et 180 DA. Quant aux produits carnés, ils demeurent toujours très largement au-dessus du pouvoir d'achat des citoyens, les prix flirtent régulièrement avec les 1000 DA. Quant au poulet il est 260 DA. À telle enseigne que beaucoup se contentent de la viande hachée surgelée avec tous les risques qu'elle fait peser sur la santé : «Les conditions de conservation sont suspectes chez beaucoup de bouchers mais, à cause de la fragilité du pouvoir d'achat, certains continuent d'en consommer comme



ils continuent d'acheter les produits laitiers chez les marchands ambulants malgré les risques de péremption», nous explique une

femme. Les mécanismes de régulation des marchés annoncés par l'Etat ne s'étant pas encore matérialisés sur le terrain,

les Algériens continuent donc de subir des augmentations intempestives presque quotidiennes, ne pouvant arrêter un budget

PH.É. Sorayaji, A. dans la durée. «Ici, vous avez l'embaras du choix. Ce qui manque c'est l'argent», déplore un consommateur. «Nous sommes éblouis par autant de belles choses, mais que faire...Allah ghaleb», ajoute-t-il. «On croyait que cette envolée ne durerait qu'une période précise mais il semble qu'elle est inscrite dans la durée. Il ne s'agit plus d'une spécificité propre au mois de ramadhan mais bien d'une nouvelle mercuriale dont il faudra s'accommoder. Non seulement les prix sont élevés mais ils sont instables. Impossible dans ce cas de déterminer les dépenses hebdomadaires», s'interroge une ménagère. D'une journée à l'autre, d'un marché à l'autre, les prix peuvent enregistrer des différences allant jusqu'à 60 DA. M. B.

Urgences médico-chirurgicales, hygiène hospitalière et réanimation médicale

Boudiaf insiste sur la complémentarité entre wilayas

Pour garantir une prise en charge «efficace et équitable au malade, au niveau national, le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf, a insisté sur une complémentarité entre les wilayas à travers l'élaboration de programmes locaux de gestion des urgences médico-chirurgicales (UMC), de renforcement du SAMU et des capacités de réanimation médicale et d'amélioration de l'hygiène hospitalière.

Afin d'éliminer les raisons qui freinent le développement qualitatif du système de santé sur l'ensemble du territoire national, le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf a insisté sur l'élaboration de programmes locaux (régional, wilayal et d'établissement) de gestion des UMC, du SAMU, de réanimation médicale et de l'hygiène hospitalière.

Présidant hier l'ouverture d'une rencontre sur les urgences médico-chirurgicales, l'hygiène hospitalière et la réanimation médicale, le ministre de la Santé a souligné que «cette coopération entre les wilayas et intra wilaya et entre les services doivent sortir de leur coquille et d'ouvrir leurs portes aux patients et usagers en combattant des pratiques qui transforment souvent un service public en quasi-propriété privée, ouvrant ses portes et ses lits que lorsque le responsable du service est présent». «Il est attendu de tous les gestionnaires l'élaboration de programmes locaux, régional, wilayal et d'établissement», a lancé le ministre de la Santé en direction des directeurs de santé publique. Pour les urgences médico-chirurgicales (UMC), Abdelmalek Boudiaf a insisté sur la mise en place des réseaux garantissant la coordination entre les établissements de santé d'une part et entre les UMC et les services en aval d'autre part.

En attendant la promulgation de la nouvelle loi sanitaire et le début de la mise en œuvre du concept de circonscription sanitaire, il a instruit les DSP des wilayas à mettre en œuvre un intégré des UMC au niveau de la wilaya de manière à assurer la prise en charge de tous les cas dans un cadre organisé assurant les conditions de sécurité de confort. Il avait également instruit à mettre en place des mécanismes de coordination avec les wilayas environnantes pour l'optimisation de l'utilisation des ressources disponibles en matière d'urgences et de la prise en charge spécialisée. Dans l'objectif de réduire la



pression sur les UMC et de rendre disponibles de meilleures conditions de prise en charge, notamment des AVC et des grands brûlés, le ministre de la Santé compte, pour le programme local, renforcer des capacités en matière de réanimation médicale. Sur le programme wilayal d'organisation et de renforcement du SAMU, il a appelé à l'élaboration d'un plan assurant un réseau couvrant tout le territoire de la wilaya de façon coordonnée intégrant toutes les capacités y compris la coordination avec les services de la Protection civile pour une meilleure utilisation des moyens disponibles. S'agissant du plan d'établissement d'amélioration de l'hygiène hospitalière, le ministre a précisé que le gestionnaire veillera à conférer au comité local d'hygiène toutes les prérogatives afin d'assurer le respect des normes garantissant la lutte efficace contre les infections nosocomiales.

«Vous avez la responsabilité de veiller à l'application et au suivi de ces instructions et de mise en œuvre de tous ces programmes locaux au niveau de l'ensemble des établissements sous votre tutelle», a instruit le ministre les directeurs de santé.

Cette rencontre vise à débattre et à évaluer les travaux réalisés en application des recommandations du premier séminaire sur cet axe tenu il y a une année à Oran.

«Cette rencontre permettra d'identifier des mécanismes permettant de changer l'image des UMC en particulier et, d'autre part, de booster les autres déterminants de la qualité de la prise en charge du citoyen qui ne sauraient être réduits aux seules prestations médicales», a indiqué le ministre de la Santé,

Abdelmalek Boudiaf. Le ministre de la Santé, a par ailleurs fait savoir que des préparatifs sont en cours pour aller vers des assises pour les urgences. Concernant la révision de la loi sanitaire, le ministre a rappelé que cette loi regroupe 500 articles. «Elle sera au niveau du gouvernement cette semaine pour qu'elle soit débattue» explique-t-il, en marge de cette rencontre, relevant que l'application de la nouvelle loi va être «rapide et ferme». «Cette révision nous permettra d'évaluer la réalité du secteur afin d'assurer un cadre réglementaire encourageant toutes les initiatives et visant la modernisation des structures au profit des malades qui aspirent à un service public de qualité, tout en préservant les acquis positifs réalisés dans le passé», a soutenu le ministre. Le ministre a cependant tenu à rassurer

«qu'il n'y aura pas de pénurie en médicaments» en Algérie d'ici quelques années comme il a été annoncé dans certains médias. Il a précisé, à ce titre, que pour la première fois depuis l'indépendance, le dossier de médicaments a été ouvert «en toute transparence» et que les prix seront réglementés par rapport au marché de l'importation. Il a toutefois «nié» le fait que la facture de médicaments n'a pas atteint le seuil de deux milliards comme il a été avancé par certains médias. «Les DSP doivent être au courant de tout ce qui se passe dans les officines de leur wilaya, en appelant les praticiens à un «retour à la normale» et au respect des 24 points tracés pour l'amélioration du secteur», a conclu le ministre de la Santé.

Louiza Ait Ramdane

Son aboutissement reste sujet à divergences

Les Arabes planchent sur la formation d'une force conjointe

■ La formation d'une force arabe conjointe permanente pour combattre «les groupes terroristes» était au centre des travaux du Sommet arabe ouvert hier à Charm el-Cheikh, en Egypte. Cependant, rien n'est encore clair sur ses objectifs et son fonctionnement sachant que son aboutissement reste sujet à divergences entre les 22 Etats.



Par Nacera Chennafi

Il s'agit d'une proposition égyptienne qui intervient dans un contexte régional instable et l'intervention militaire d'une coalition «arabe» emmenée par Ryad contre les rebelles chiites houthis au Yémen.

La création d'une force multinationale a dominé les travaux du sommet des chefs d'Etat de la Ligue arabe. Le président égyptien Abdel Fattah el-Sissi a réitéré hier le besoin de créer une force multinationale arabe face aux «menaces sans précédent» représentées par les «groupes terroristes» et les conflits dans la région.

Depuis plusieurs semaines, M. Sissi était le chef d'Etat qui réclamait avec le plus d'insistance cette force arabe pour lutter en particulier contre le groupe Etat islamique (Daech/EI), qui multiplie les atrocités en Irak et en Syrie et gagne du terrain en Libye et en Egypte.

Pour rappel, l'Egypte a déjà

eu à faire à cette organisation qui a exécuté en Libye 21 ressortissants égyptiens, suivi d'un bombardement aérien égyptien et un appel à une intervention militaire dans ce pays. Mais cet appel, soutenu au début par la France, n'a pas trouvé écho et le Caire s'est orienté vers un autre objectif, celui de créer une force arabe conjointe. Dans son intervention, hier, devant les dirigeants arabes, le président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi a soutenu l'intervention militaire d'une coalition arabe emmenée par Ryad contre les rebelles chiites houthis au Yémen qui doit, selon lui, continuer. De son côté, le roi saoudien Salmane Ben Abdel Aziz avait promis que cette intervention durerait jusqu'au retour à la «sécurité» dans ce pays. «J'appelle à la poursuite de cette opération jusqu'à ce que ce gang (les Houthis, ndr) se rende et se retire de toutes les terres qu'il occupe dans toutes les provinces», dira M. Hadi. En dehors des craintes de groupes «terro-

ristes», les enjeux géopolitiques ne manquent pas dans la région, puisqu'il y a aussi une crainte de voir l'Iran chiite étendre son influence dans la région, sachant qu'il est soupçonné de soutenir les rebelles chiites houthis au Yémen.

Il est à noter que la coalition arabe regroupant notamment cinq pays du Golfe et l'Egypte, a lancé jeudi des frappes aériennes au Yémen pour stopper l'avancée des rebelles chiites houthis. Une opération considérée comme un «test» pour une probable force arabe conjointe.

Selon l'AFP, les chefs d'Etat devraient adopter un projet de résolution égyptien déjà approuvé par les chefs de diplomatie arabes jeudi, indiquant que la force, regroupant des troupes des Etats membres, sera chargée de mener «des interventions militaires rapides» pour parer aux menaces sécuritaires.

Dans ce cadre, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, présent au sommet, a appelé à

une résolution «pacifique» du conflit au Yémen et a par ailleurs dit sa «honte» devant l'«échec collectif des communautés internationale et régionale à mettre un terme au carnage en Syrie».

L'Algérie n'autorisera aucune participation de ses troupes armées à des opérations militaires en dehors de ses frontières, c'est la réponse de ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, à une question sur la position de l'Algérie quant à la création d'une force arabe commune. «Nous prenons acte de la proposition soumise par le Président Abdelفتاح El Sissi concernant de telles initiatives au service de l'action arabe commune et de la sécurité dans les pays arabes, de même que nous estimons nécessaire de tirer les bons enseignements à partir des précédentes expériences», a indiqué Lamamra jeudi dernier à Charm el-Cheikh.

N. C. / Agences

Moussa Touati :

«La critique est un droit, mais...»

La critique est un droit que tout Algérien peut exercer mais sans aller à l'encontre des principes du 1^{er} novembre 1954, a déclaré, hier à Tlemcen, le président du Front national Algérien (FNA), Moussa Touati. «Il est de notre droit de critiquer et de débattre des questions intéressant notre pays, en tant qu'opposition, pour bâtir un Etat de droit ou chaque Algérien a le droit de demander des comptes dans le strict respect des principes du 1^{er} novembre 1954 afin de construire une nouvelle génération d'Algériens capables de construire le pays tel que voulu par les chouhada», a-t-il souligné lors d'une assemblée

générale électorale du bureau de wilaya du FNA. Le président du FNA a critiqué la manière dont sont gérés les affaires du peuple et l'argent public, prenant en exemple le projet de l'autoroute et la manifestation «Tlemcen, capitale de la culture islamique». «Ce sont des exemples frappants de la mauvaise gestion des projets et de l'argent public», a-t-il estimé. M. Touati a également saisi l'occasion pour rappeler à ses militants la conception du militantisme au sein de sa formation politique. «Le vrai militant est celui qui lutte pour l'idéologie du parti, pour son programme économique, social et politique,

et qui œuvre avec beaucoup d'engagement pour la culture de la paix entre les Algériens», a-t-il déclaré. «Le FNA vise à construire un Etat de droit, basé sur la justice et l'équité entre gouvernant et gouverné», a-t-il ajouté. Fatmi Abdeslam a été élu hier à la tête du bureau de la wilaya de Tlemcen du Front national algérien. Après sa récente restructuration au niveau de la wilaya de Tlemcen, le FNA couvre actuellement, selon ses responsables, 43 communes sur 53 et 16 daïras sur un total de 20 que compte Tlemcen.

R. T.

M. H.

LA QUESTION DU JOUR

Faut-il occuper le Yémen ?

Suite de la page 1
Les frappes aériennes contre les Houthis ne viendront pas à bout de ces derniers, ni même ne réduiront leurs forces de manière substantielle, pas plus que celles qui sont menées depuis maintenant des mois contre Daech ne l'ont taillé en pièces. Pour le vaincre, lui faire lâcher prise, le refouler hors de l'Irak, il faut l'affronter à hauteur d'homme, et c'est tout naturellement que cette tâche de reconquête du territoire national est revenue aux enfants du pays, qui l'assument en ce moment même. Une fois passée l'espèce d'euphorie qu'on voit sur les visages de certains des porte-parole des membres de la coalition, viendra le moment du bilan, et le plus probable est que l'on s'apercevra alors que si les Houthis ont effectivement disparu des radars, il n'en reste pas moins que le président yéménite ne peut toujours pas retourner chez lui. Ou qu'il ne peut le faire que sous une lourde protection saoudienne. Il sera temps alors de songer à passer au plan B, à envoyer des troupes au sol, c'est-à-dire à entrer à son corps défendant dans les vues des Houthis, qui doivent attendre ce moment avec impatience. Or il existe entre ces derniers et les djihadistes de Daech une grande différence. Autant ceux-ci sont eux-mêmes des envahisseurs, même s'il en existe parmi eux pas mal d'enfants du pays, autant les Houthis sont, tous autant qu'ils sont, dans la position de qui se trouve sous la menace d'une occupation. Sous la pression des forces irakiennes et des frappes de l'aviation coalisée, Daech reculera par gradation jusqu'à repasser la frontière syrienne, à supposer, bien sûr, qu'il ne parte pas en lambeaux avant cela. Les Houthis sont chez eux, dans leurs villes et villages, dans leurs montagnes surtout, ils n'ont nulle part où s'enfuir, ils défendent chèrement leur liberté. Ils ne se laisseront pas occuper par l'Arabie saoudite, qui certes n'y songe pas, mais risque néanmoins de se laisser piéger au Yémen. Contre Daech, les frappes aériennes sont passées par deux phases : une première où elles avaient été efficaces, et une deuxième, où elles l'avaient été beaucoup moins. Autrement dit, un premier temps où les groupes de Daech étaient exposés aux frappes, et un deuxième où ils avaient réussi à sortir des radars. Il y a tout lieu de penser que le moment où les Houthis se fondront tout à fait dans le décor ne saurait tarder. Sans que pour autant il soit possible de ramener au bercail Abd Rabbo Mansour Hadi, qui peut-être n'est pas près de retourner dans son pays tout président reconnu qu'il est.

Boom des naissances

La population algérienne s'approche des 40 millions d'habitants

■ L'Algérie comptait 39,5 millions d'habitants au 1^{er} janvier 2015 avec un volume de naissances vivantes qui a dépassé, pour la première fois, le seuil d'un million, et une prévision d'une population de plus de 40 millions d'habitants en début 2016, selon l'Office des statistiques.

Par Slim Y.

Cet accroissement est imputé essentiellement à une augmentation relativement importante du volume des nais-

Tizi Ouzou

Le wali appelle à la levée des oppositions sur les projets

LA WILAYA de Tizi Ouzou peine à lancer en réalisation à plusieurs opérations d'investissement public à cause de l'opposition d'habitants. Parmi ces projets la réalisation de trois Centres d'enfouissement techniques (CET) à Boubhir, Mizrana et Fréha et du parc industriel à Souamaâ et Tizi Ghénif.

Le wali de Tizi Ouzou, Abdelkader Bouazeghi qui s'exprimait hier sur les ondes de la Chaîne III a appelé les populations de ces régions à travailler pour lever ces contraintes et permettre la concrétisation de ces projets inscrits à l'indicatif de la wilaya.

Sur un autre registre, il a relevé que le taux de raccordement de la wilaya en gaz naturel a évolué positivement durant ces 5 dernières années en passant de 25% en 2010 à 65% jusqu'en début de 2015 alors que l'objectif de l'année en cours est d'atteindre le taux de pénétration de 95%. L'autre segment du développement local qui marche, selon le même responsable, est l'habitat rural qui a suscité un fort engouement parmi les habitants de la wilaya puisqu'il est prévu l'achèvement de la totalité des aides accordées durant les deux précédents quinquennats estimées à pas moins de 72 000 aides.

Le wali de Tizi Ouzou a, par ailleurs, souligné l'importance du projet de création d'un pôle d'excellence de Oued Fali (Sortie ouest de la ville du chef-lieu de la wilaya) en faisant rappeler que le parc logements en réalisation dans cette zone est de 10 000 unités tous segments confondus, un nouveau CHU de 500 lits, le stade de 50 000 places, des directions de l'exécutif, des établissements de l'éducation et de la formation professionnelle, une salle de spectacles de 3 000 places et bien d'autres équipements publics pour répondre aux besoins de la population.

En somme, Abdelkader Bouazeghi a estimé que le taux de livraison des projets en cours de réalisation dans sa wilaya avant la fin de l'année 2015 atteindra les 90% en attendant la concrétisation du reste, notamment ceux objet d'oppositions de citoyens.

Hamid Messir

sances qui a atteint 1,014 million en 2014.

Quant au volume de mortalité dans le pays, il a augmenté à 174 000 décès en 2014 contre 168 000 décès en 2013.

En 2014, la population algérienne a connu un taux d'accroissement naturel de plus de 2,15% contre 2,07% en 2013.

Sur les quinze dernières années, la population totale résidente a grimpé en passant de 30,4 millions en 2000 à 39,5 millions au 1^{er} janvier 2015.

De plus, l'augmentation de la population totale devra se poursuivre puisque l'ONS table sur une population résidente totale de 40,4 millions au 1^{er} janvier 2016.

Avec ce volume d'accroissement tiré essentiellement par le taux de la natalité, les services de l'état civil ont enregistré, en 2014, une moyenne de plus de 2 700 naissances/jour contre 2 600 naissances en 2013.

La répartition de ces naissances par sexe donne un rapport de masculinité de 104 garçons pour 100 filles, constate l'ONS.

En outre, l'indice de fécondité a connu une hausse en passant de 2,93 enfants par femme en 2013 à 3,03 enfants en 2014.

L'âge moyen à l'accouchement a été de 31,3 ans en 2014 contre 29,5 ans en 1990.

Par ailleurs, l'ONS relève un léger fléchissement du nombre de mariages avec 386 422 mariages contractés en 2014 contre 387 947 en 2013.

A l'inverse, le volume des divorces a continué sa tendance haussière avec 57 461 ruptures de mariages en 2013 (chiffres de 2014 non disponibles) contre 54 985 divorces en 2012 et près de 39 400 en 2000.

Pour la seule journée d'hier, il a été enregistré deux tremblements de terre, de 3,7 degrés à Aïn Taya et de 4,1 degrés à Aïn Benian, selon le communiqué du Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique.

Ce début d'année 2015 a vu, plus d'une fois la terre trembler. À Batna à titre d'exemple, le sol a fréquemment bougé, la plus forte secousse a été enregistrée ce 15 mars à Merouana de 4,5 degrés sur l'échelle ouverte de Richter mais aucune perte en vie humaine n'était à déplorer.

D'ailleurs l'Algérie fait partie des pays vulnérables face aux tremblements de terre. Les séismes frappent le nord de ce pays durement soumis aux contraintes des mouvements de la terre et la cause de ces séismes est presque toujours la même, les mouvements brutaux de ces plaques tectoniques qui



PH/DR

Baisse de la population active

Le volume de la population en âge d'activité (15 à 59 ans) a poursuivi sa baisse en passant de 64% en 2013 à 63,6% en 2014, ajoute la même source soulignant que «la transition démographique enclenchée et associée» à la transition épidémiologique sont à l'origine «des modifications structurelles de la pyramide des âges de la population».

Concernant la structure de la population résidente en Algérie, une répartition par sexe montre que les hommes représentent 50,62% de la population contre 49,38% de femmes. Par âge, la population âgée de moins de cinq représentait, au 1^{er} juillet 2014, une part de 11,6% (11,4% en 2013) alors que celle âgée de moins de 15 ans représentait 28,4% (contre 28,1%). De même, la part des personnes âgées de

60 ans et plus a continué aussi sa progression, passant de 8,3% en 2013 à 8,5% en 2014, pour un volume de 3,334 millions de personnes. S'agissant des mortalités et des durées de vie des personnes, le rapport de l'ONS indique que le taux brut de mortalité est passé de 4,39% en 2013 à 4,44% en 2014 tandis que l'espérance de vie est passée à 77,2

ans en 2014 contre 66,9 ans en 1990, soit un gain de 10 ans et 3 mois. Aussi, le taux de mortalité infanto-juvénile, qui exprime la probabilité pour un nouveau-né de décéder avant d'atteindre l'âge de cinq ans, a régressé passant de 26,1% en 2013 à 25,6% en 2014 (27,1% pour les garçons et 23,9% pour les filles).

S. Y./APS

Caractéristiques de la population en Algérie

Voici les principales caractéristiques de la population en Algérie au 1^{er} janvier 2015 :

- Nombre de la population: 39,5 millions d'habitants
- Structure par âge de la population :
- Zéro à 14 ans : 28,04 %
- 15 à 29 ans : 27,21 %
- 30 à 49 ans : 27,9 %
- 50 à 69 ans : 12,5 %
- 70 ans et plus : 3,87 %
- Espérance de vie à la naissance :
- 77,2 ans pour l'ensemble de la population
- 76,6 ans pour les hommes
- 77,8 ans pour les femmes.

APS

Séismes

Le sol algérien tremble fréquemment ces derniers jours

Pour la seule journée d'hier, il a été enregistré deux tremblements de terre, de 3,7 degrés à Aïn Taya et de 4,1 degrés à Aïn Benian, selon le communiqué du Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique.

Ce début d'année 2015 a vu, plus d'une fois la terre trembler. À Batna à titre d'exemple, le sol a fréquemment bougé, la plus forte secousse a été enregistrée ce 15 mars à Merouana de 4,5 degrés sur l'échelle ouverte de Richter mais aucune perte en vie humaine n'était à déplorer.

D'ailleurs l'Algérie fait partie des pays vulnérables face aux tremblements de terre. Les séismes frappent le nord de ce pays durement soumis aux contraintes des mouvements de la terre et la cause de ces séismes est presque toujours la même, les mouvements brutaux de ces plaques tectoniques qui

forment la croûte terrestre et sur lesquelles reposent les océans et les continents. Ces plaques jouent les unes par rapport aux autres. Certaines le font de façon fluide en glissant. D'autres résistent, accumulent de formidables énergies et brutalement cèdent. Une grande partie du bassin méditerranéen est l'objet de tels mouvements. Les plaques qui portent l'Afrique, l'Europe et l'Asie s'affrontent là depuis des millions d'années, rétrécissant l'espace occupé par la mer Méditerranée. C'est pourquoi le Maghreb, et plus particulièrement l'Algérie qui est portée par la plaque africaine en remontée lente (6 mm par an) vers le nord-ouest, affecté par ce phénomène. Il a généré un système complexe de failles orienté est-ouest situé sur la partie côtière et montagneuse (Atlas Tellien) du nord de l'Algérie.

Les spécialistes indiquent

que La terre bouge plus souvent que l'on ne pense. Des petits tremblements de terre, de magnitude 3 ou moins sur l'échelle de Richter, se produisent plus d'une centaine de fois quotidiennement. Les séismes de très grande magnitude, 7 ou plus, surviennent environ 10 fois par an. Cependant la majorité de ces séismes ne sont pas perçus, une grande partie des limites de plaques étant immergées sous les océans, loin des zones peuplées. On distingue trois catégories de séismes en fonction de leur origine : tectonique, volcanique ou artificielle. Les séismes tectoniques sont les plus fréquents et les plus dangereux; c'est également les plus difficiles à prévoir. Un tremblement de terre peut avoir lieu donc soudainement ou être précédé de signes avant-coureurs souvent difficiles à interpréter : variation du niveau de l'eau dans les puits

et du débit des sources, déformation locale du sol, comportement anormal des animaux, sont quelques signes du séisme. Et à ce jour, explique les spécialistes, il n'existe aucune méthode fiable capable de déterminer le lieu, la date, et l'intensité d'un séisme, néanmoins ils livrent des mesures de prévention et de réduction de la vulnérabilité qui peuvent être mises en place, un plan familial de mise en sûreté constitue pour chacun la meilleure réponse pour faire face au séisme en attendant les secours. Il faut alors établir une liste des numéros des services d'urgence et de secours. Apprendre où se situe le disjoncteur ou le robinet d'arrêt de ces réseaux. Cela permettra au citoyen de les fermer après la première secousse. Et surtout ne pas s'affoler et paniquer à la première secousse, explique les spécialistes.

Thinine Khouchi

Pétrole

Les prix rechutent lourdement sous les 50 dollars

■ Le marché a reculé «faute de nouvelles informations» sur l'intervention au Yémen de l'Arabie saoudite, à la tête d'une coalition militaire pour contrer l'avancée de rebelles qui pourraient menacer l'une des grandes routes maritimes du commerce mondial.

Les prix du pétrole ont enregistré une forte chute à New York, effaçant totalement leurs gains de la veille car les marchés craignent moins une contagion des conflits au Proche-Orient. Le prix du baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en mai a perdu 2,43 dollars à 48,87 dollars à la clôture sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), repassant sous le seuil des 50 dollars. Cela représente une chute de 4,7% en une seule séance. Vendredi dernier, le WTI pour livraison en avril, alors contrat de référence, avait terminé la séance à 45,72 dollars. Selon Phil Flynn, chez Price Futures Group, le marché a reculé «faute de nouvelles infor-

mations» sur l'intervention au Yémen de l'Arabie saoudite, à la tête d'une coalition militaire pour contrer l'avancée de rebelles chiites qui pourraient menacer l'une des grandes routes maritimes du commerce mondial. «Le secteur du pétrole brut efface (...) la hausse d'hier liée à la géopolitique, car les peurs d'une contagion (des conflits) au Proche-Orient se calment», a commenté pour sa part Matt Smith, chez Schneider Electric. Jeudi, l'intervention de l'Arabie saoudite au Yémen avait déclenché un mouvement d'achat à Londres comme à New York, où le pétrole avait de nouveau franchi à la hausse le seuil des 50 dollars. Par ailleurs, le marché a accusé le coup ven-dredi d'un ralentis-



sement des fermetures des puits de pétrole aux Etats-Unis. Selon le décompte hebdomadaire des puits de pétrole réali-

sé par la société Baker Hughes, il y en avait seulement douze de moins en activité cette semaine par rapport à la semaine derniè-

re, contre 41 précédemment. Cela relance les inquiétudes sur la surabondance de l'offre car, jusqu'à présent, la production américaine n'a cessé de progresser malgré une diminution de 49,5% des puits en activité depuis octobre dernier.

M.O.

Entrepreneuriat

Lancement d'un club algérien et belge en mai à Bruxelles

Un club d'entrepreneurs algériens et belges sera lancé fin mai prochain à Bruxelles, dans l'objectif d'aider et d'accompagner les entreprises algériennes hors hydrocarbures et les opérateurs publics et privés à mieux pénétrer les marchés belge et européen. Dénommée Ain El Kheir, cette association à but non lucratif rassemblera les opérateurs économiques belges et algériens qui souhaitent «promouvoir des relations

économiques entre l'Algérie et la Belgique dans un esprit d'entrepreneuriat croisé incluant le volet transfert de technologies», précise la même source. Cette association, qui ambitionne la promotion de toutes les actions susceptibles de contribuer au développement des relations d'affaires et d'investissements entre les deux pays, se donne également pour tâche de favoriser la promotion des intérêts généraux de ses membres

dans les domaines économique, social, artistique, technique, scientifique, fiscal et juridique, ajoute-t-on. Ce club des entrepreneurs, qui compte développer des liens «privilegiés» avec le Forum des chefs d'entreprises (FCE) et la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci), sera lancé officiellement le 28 mai 2015 à Bruxelles.

L.M. /APS

Etats-Unis

La Banque centrale «pense sérieusement» relever ses taux

La Banque centrale américaine (Fed) «pense sérieusement» à relever ses taux directeurs cette année pour la première fois depuis la crise financière, même si cette hausse pourrait «légèrement» freiner la reprise, a déclaré sa présidente Janet Yellen vendredi. La Fed «pense désormais sérieusement commencer dans le courant de l'année à réduire la politique monétaire exceptionnellement accommodante actuellement en place», a-t-elle indiqué dans un discours à San Francisco. A la mi-mars, son Comité de politique monétaire (Fomc) avait abandonné son engagement de se montrer «patient»

avant de relever ses taux, maintenus proches de zéro depuis fin 2008 pour soutenir l'activité. M^{me} Yellen avait alors assuré qu'une hausse pourrait intervenir à tout moment après la prochaine réunion du Fomc d'avril, en affirmant que la Fed ne se montrerait pas «impatiente». «Le bon moment n'est pas encore arrivé», a-t-elle redit vendredi. La nuance introduite vendredi par la dirigeante marque toutefois une étape supplémentaire vers une normalisation monétaire aux Etats-Unis, guettée par les marchés qui redoutent la fin de la période de «l'argent pas cher». M^{me} Yellen a toutefois insisté sur certains risques

liés à un relèvement des taux, qu'elle veut conditionner à une poursuite de l'embellie économique aux Etats-Unis. Evoquant la décade du taux de chômage américain, tombé à 5,5%, elle a indiqué qu'une hausse des taux «pourrait légèrement ralentir le rythme de l'amélioration du marché de l'emploi». Elle a également reconnu que la hausse progressive des taux n'était pas sans risque. «Une action trop prudente pourrait avoir des conséquences indésirables sur la stabilité financière en encourageant des prises de risques inconsidérées sur les marchés», a-t-elle ajouté.

Yanis G.

Bourses

Les cours européens finissent en ordre dispersé

Les Bourses européennes ont terminé en ordre dispersé, les unes en hausse, les autres en baisse, après une semaine qui les aura vues subir leur plus fort recul hebdomadaire depuis le début de l'année. Le rebond de l'euro et des cours de pétrole a freiné la forte progression des marchés des actions en Europe, portés depuis des mois par l'affaiblissement de la monnaie

européenne lié au lancement d'une politique d'assouplissement quantitatif en Europe. Les tensions géopolitiques au Moyen-Orient alimentaient de leur part la prudence des investisseurs. L'Eurostoxx 50 a progressé de 0,25%. La Bourse de Londres a terminé en baisse de 0,58%, des inquiétudes persistantes pour l'économie mondiale pesant sur les compagnies

minières. A la clôture, l'indice FTSE-100 des principales valeurs a cédé 40,31 points pour terminer à 6 855,02 points. Les compagnies pétrolières ont aussi encore piqué du nez du fait de l'intervention militaire saoudienne au Yémen, alors que les craintes pour les finances grecques avaient en outre pesé sur les valeurs bancaires. La Bourse de Paris a terminé en

hausse (+0,55%), après deux séances consécutives de baisse, les investisseurs temporisant à l'approche des 5 100 points et en l'absence de rendez-vous macroéconomique notable. L'indice CAC 40 a gagné 27,71 points à 5 034,06 points, dans un volume d'échanges nourri de 4,7 milliards d'euros. La veille, il avait reculé de 0,29%.

R. E.

Inflation

Le rythme annuel établi à 3,7%

LE RYTHME d'inflation annuel s'est établi à 3,7% sur la période allant entre mars 2014 et février 2015, comparativement à la période mars 2013-février 2014, a indiqué l'Office national des statistiques (ONS). Mais la croissance des prix à la consommation en février dernier a été plus importante par rapport à février 2014, puisqu'elle a atteint un taux de 5,6%. Par ailleurs, l'indice des prix à la consommation a connu une hausse de près de 0,7% en février dernier par rapport à janvier 2015, selon la même source. Cette tendance haussière enregistrée en février dernier, qui est plus importante que celle de janvier 2015 par rapport à décembre 2014 laquelle avait été de +0,1%, traduit des variations des prix selon les catégories de produits. Les biens alimentaires ont accusé une variation de +0,2% induite, essentiellement, par la hausse des prix des produits alimentaires industriels. Quant aux prix des produits manufacturés et des services, ils ont augmenté, respectivement, de 0,7% et de 1,7%.

Souad H.

Ouargla

Le wali présente un exposé sur l'amélioration du service public

■ Le wali de Ouargla, Ali Bouguerra, a présenté, lors d'une réunion au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, les programmes et perspectives de développement et d'amélioration du service public dans cette wilaya.

Par A. O./APS

Cette réunion présidée par le secrétaire général du ministère, Ahmed Adli, «a constitué une occasion pour exposer les programmes et les perspectives de développement dans la wilaya de Ouargla en tant que pôle régional», a fait savoir M. Bouguerra. Soulignant que la rencontre a permis de formuler «des propositions concrètes» pour la prise en charge des doléances des citoyens, le wali a rappelé que

cette wilaya qui est un pôle pétrolier, présentait d'«importants perspectives en matière d'investissement et d'emploi». Il a estimé, dans ce sens, que l'emploi dépendait «de la carte des investissements public et privé», ajoutant que la wilaya recelait également d'importants créneaux d'investissement comme l'agriculture avec la création de 200 000 hectares, d'autant plus, a-t-il dit, que «la wilaya dispose d'importantes capacités en matière de terres agricoles et de ressources

hydriques». Le service public en tant qu'axe majeur du programme du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales a été largement évoqué lors de cette réunion. M. Bouguerra a mis en avant les efforts consentis pour rapprocher l'administration du citoyen et des associations afin de les impliquer dans l'élaboration et le financement des programmes ainsi que dans le suivi de leur mise en œuvre.

Il a estimé que le rapprochement entre l'administration locale et la société civile ouvrira de nouvelles perspectives de développement durable. Ces rencontres avec le wali initiées par le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Tayeb Belaiz, constituent un canal de



PH. : DR

communication entre les autorités centrales et l'administration locale. Elles offrent aux responsables l'occasion de soulever les préoccupations et d'examiner les projets envisagés pour leur wilaya respective à l'effet de leur prise en charge.

A. O./APS

Adrar

Perspectives de partenariat entre UE et mouvement associatif local

Le chef de la délégation de l'Union européenne en Algérie, Marek Skoilil, a effectué une visite dans la wilaya d'Adrar afin d'examiner, a-t-il affirmé, les opportunités de partenariat avec le mouvement associatif local dans le cadre du programme de partenariat avec l'Algérie 2014-2017. M. Skoilil, qui a visité jeudi le centre d'Adrar de la Fondation nationale pour la promotion de la santé et le développement de la recherche (Forem), a indiqué que cette visite lui a permis de découvrir le Sud algérien et de rencontrer des acteurs de la

société civile pour explorer avec eux les perspectives de partenariat axées principalement sur l'accompagnement des efforts des pouvoirs publics, à travers la formation des associations et des jeunes et leur accompagnement dans la concrétisation et la gestion de leurs projets. Le chef de la délégation de l'UE en Algérie a signalé, dans ce contexte, qu'un programme de coopération exceptionnel sera concrétisé, en partenariat avec le gouvernement algérien, en direction de la femme, dans la gestion et la réussite de ses activités, se

félicitant, par la même occasion, de l'initiative financée par l'UE et ayant contribué à la concrétisation de projets du mouvement associatif. Il citera, à ce titre, l'activité menée par des associations d'Oran et leurs homologues de Timimoune (Adrar) ayant porté sur un «atelier de printemps» pour la restauration d'anciennes bâtisses à Timimoune. Un projet porteur d'une valeur ajoutée en matière de préservation du patrimoine local et du cachet architectural traditionnel de la région. Concernant les perspectives de

partenariat Algérie-UE, M. Skoilil a indiqué qu'elles engloberont le renforcement de l'implication de la société civile dans la bonne gouvernance, l'emploi, la diversification de l'économie pour toucher différents secteurs, notamment l'agriculture et l'environnement, ainsi que le renforcement de la coordination entre les institutions et associations algériennes et leurs homologues européennes, dans un but de transfert du savoir-faire et de connaissances dans les différents domaines.

Salim O./APS

Bouira

Relogement de 34 familles

Trente quatre familles ont été relogées dans des habitations neuves dans la ville de Bouira, a-t-on appris des autorités locales. Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre d'un programme d'attribution d'un total de 728 logements dans les formules du logement public locatif (LPL) et de la résorption de l'habitat précaire (RHP), se poursuivra dans «les prochains jours», a indiqué le chef de la daïra de Bouira, Kheireddine Mesmi.

Les bénéficiaires ont exprimé, à cette occasion, leur contentement, saluant les efforts de l'Etat dans la prise en charge des

préoccupations des citoyens en matière de logement. Sur les 728 logements programmés, 495 sont de type public locatif alors que le reste, soit 233, sont des logements inscrits dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire (RHP), selon les détails fournis par M. Mesmi. «Une partie des blocs de logements ne sont pas encore raccordés aux réseaux d'électricité, de gaz et d'assainissement des eaux usées. Ces logements seront attribués dès l'achèvement des travaux», a-t-il assuré. Ce nombre de logements constitue une partie du nouveau pôle urbain qui sera

doté de toutes les commodités nécessaires pour offrir un cadre de vie agréable à ses futurs occupants, a souligné le même responsable. «Le nombre total de logements, tous programmes et formules confondus, qui sont en voie d'achèvement dans la daïra de Bouira dépasse les 5 000 unités», a-t-il encore relevé, promettant que «tous les habitants des haouchs ou anciennes cités de la ville bénéficieront d'un logement dans des habitations décentes».

L. B.

Darguina/ Béjaïa

La conduite principale détériorée par la crue

La conduite principale d'eau potable alimentant une partie de la ville de Béjaïa et les communes de l'est de la wilaya a été détériorée par la crue de l'Oued Agarioune à Darguina jeudi matin.

Cela nous a été confirmé par un responsable à l'APC de Darguina. Cet incident qui intervient après celui du 28 février dernier, a privé d'eau une nou-

velle fois plus 17 000 foyers dans l'ancienne ville, le grand quartier populaire de Sidi-Ahmed dans la ville de Béjaïa et les communes de l'est de la wilaya. «La détérioration de la conduite a eu lieu sur environ 100m», dira notre interlocuteur, soit près du centre-ville de Darguina, «à environ 2,5 km du lieu où avait été altérée cette conduite la fois passée», ajoute-

t-il. Pour rappel, il y a un mois, la conduite principale alimentant la ville de Béjaïa et quelques communes de la Soummam à partir du barrage Tichi-Haf avait été endommagée par les crues de l'Oued Soummam au niveau de Semaoune.

La ville de Béjaïa et plusieurs communes avaient été privées d'eau potable pendant plus de deux semaines. Pour faire face

à cette nouvelle situation, les services concernés ont d'ores et déjà élaboré un programme de distribution d'eau qui va s'étaler sur plusieurs jours en attendant la réparation de cette conduite lorsque le débit d'eau connaîtra une décrue. L'eau devrait arriver dans les robinets un jour sur deux, avons-nous appris.

H. C.

Constantine
Les femmes rurales sensibilisées à la création et la gestion de micro-projets

UNE CENTAINE de femmes rurales résidant dans la commune de Beni H'midene (Constantine) a bénéficié d'une journée de sensibilisation et d'information sur les méthodes de création et de gestion d'une micro-entreprise, a indiqué le directeur de l'action sociale, Abderrahmane Tigha.

L'opération, organisée dans le cadre des activités de la commission de wilaya chargée de la promotion de la femme rurale, créée en octobre 2014, a pour but d'aider à l'insertion socio-économique des femmes des campagnes de la wilaya de Constantine dans les différents secteurs d'activités, a précisé le même responsable. Première du genre dans la wilaya, cette commission est composée de représentants des directions de la formation et de l'enseignement professionnels, des services agricoles, de la santé, de l'action sociale, des forêts, de l'emploi, de représentants de l'Agence de développement social (ADS) et de l'Office national d'alphabétisation et d'enseignement pour adultes (Onaea). La journée, organisée à la bibliothèque communale de Beni H'midene, a permis aux femmes présentes de s'enquérir des offres de formation et des avantages des dispositifs de soutien à l'emploi qui proposent de réelles opportunités pour la création de micro-entreprises agricoles ou artisanales. La rencontre a ciblé la commune de Beni H'midene, considérée comme la plus pauvre de la wilaya, selon des études réalisées par la DAS avec la collaboration des cellules de proximité et de solidarité (CPS) relevant de l'ADS et des Assemblées populaires communales (APC). L'initiative se poursuivra dans les mois prochains pour toucher d'autres communes déshéritées, à l'image de Messaoud-Boudjeriou et Ibn Badis, a fait savoir M. Tigha.

N. T.



Libye

Une résolution de l'ONU pour soutenir la lutte contre Daech

■ Le Conseil de sécurité a adopté une résolution pour soutenir la lutte contre l'organisation autoproclamée «Etat islamique» (EI/Daech) et les groupes qui lui sont liés ainsi qu'Al-Qaïda et ses affiliés en Libye mais sans lever l'embargo sur les armes qui frappe le pays comme le demandait le gouvernement libyen.

Par Ramy G./APS

Le dernier souhaite acheter beaucoup plus d'équipements militaires pour renforcer son armée et faire face à des groupes terroristes comme l'organisation autoproclamée «Etat islamique» (EI) qui s'est implantée en Libye.

L'ambassadeur britannique Mark Lyall Grant a réitéré cette demande vendredi, estimant que «l'absence d'un gouvernement fort et uni en Libye renforce ceux qui veulent plonger le pays dans le chaos». La résolution adoptée vendredi à l'unanimité se contente de recommander au comité de l'ONU qui gère l'embargo «d'examiner rapidement» les demandes d'exemption à l'embargo que le gouvernement libyen reconnu internationalement présenterait. Le Conseil «exprime son ferme soutien aux efforts du gouvernement libyen pour combattre l'EI» et les groupes qui lui sont liés ainsi qu'Al-Qaïda et ses affiliés.

Début mars, huit des 15 membres du Conseil avaient bloqué une demande d'exemption de la Libye portant sur des dizaines d'hélicoptères, d'avions de combat et de tanks, ainsi que sur des milliers de fusils d'assaut avec leurs munitions. La résolution exprime «la profonde inquiétude du Conseil» face à la présence croissante en Libye des éléments de l'EI et d'autres groupes qui lui ont prêté allégeance ainsi que d'Al-Qaïda.

Le Conseil menace de sanctions les individus ou les groupes qui soutiendraient ces groupes extrémistes en les finançant, en recrutant pour eux ou en diffusant leur propagande sur internet. Parallèlement, le Conseil a adopté vendredi une autre résolution qui prolonge jus-

qu'au 15 septembre le mandat de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul). Son chef, Bernardino Leon, mène une délicate médiation entre les factions libyennes pour tenter de constituer un gouvernement d'union nationale.

Lancement d'une enquête sur les violations des droits de l'homme

Le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU a lancé une enquête sur les violations commises depuis 2014 en Libye, pays en crise et dirigé par deux gouvernements et Parlements rivaux.

Une résolution en ce sens, à l'initiative du groupe des pays africains, du groupe des pays arabes et de plusieurs pays de l'Union européenne, a été adoptée à l'unanimité par les 47 Etats membres du Conseil. Par cette résolution, le Conseil demande au Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme de «dépê-



Ph. : D.R.

cher d'urgence une mission chargée d'enquêter sur les violations et les atteintes au droit international des droits de l'Homme qui ont été commises en Libye depuis le début de 2014». Les enquêteurs devront «établir les faits et les circonstances (...) afin d'éviter l'impunité». Ils présenteront un premier rapport oral en septembre, suivi d'un rapport écrit dans un an lors de la 31^e session du Conseil.

Après le renversement de l'ancien régime, en 2011, par un soulèvement soutenu par l'OTAN le pays a sombré progressivement dans le chaos, avec la capture de la capitale Tripoli par une coalition de milices en août 2014 et la fuite du gouvernement

reconnu internationalement à l'est du pays. 200 000 à 300 000 Libyens sont désormais armés, dix fois plus que les 20 000 à 30 000 Libyens qui s'étaient soulevés contre l'ancien régime, a indiqué mercredi à Genève l'un des responsables de la mission des Nations unies pour la Libye (Manul), Claudio Cordone.

Menace d'une crise alimentaire

Le directeur de la caisse de compensation libyenne, Jamal Chibani, a affirmé que son pays était sur le point de vivre une crise alimentaire, en raison de l'épuisement des stocks des pro-

duits de base subventionnés, à l'exception de celui de la farine. «Les stocks des produits alimentaires subventionnés par l'Etat, tel le concentré de tomate, le riz, l'huile, commencent à tarir. Et aucun nouveau contrat d'importation de ces produits n'a été enregistré à l'heure actuelle», a précisé M. Chibani, cité par l'agence Anadolu, jeudi.

«On se contente de distribuer ce qui est disponible dans les réserves du pays», a ajouté le responsable. Il a affirmé que «le gouvernement libyen provisoire avait décidé en août dernier de lever les subventions sur trois produits de base à la fin de 2014, puis de supprimer définitivement les subventions de tous les produits au cours du premier trimestre de 2015».

M. Chibani a noté que «la plupart des boulangeries de Tripoli ont doublé le prix du pain, en raison de la pénurie de farine importée».

Selon une étude publiée par la Banque mondiale en mai dernier, la suppression totale de la subvention des biens alimentaires ou de carburant, provoquera une hausse du taux de pauvreté estimé actuellement entre 16,6% et 21,7% de la population du pays. **Ramy G./APS**

Tunisie/ En marge du Forum social mondial

Le président de l'Assemblée tunisienne reçoit une délégation algérienne

Le président de l'Assemblée du peuple tunisien, Mohamed Ennaceur, a reçu, en marge de la 13^e édition du Forum social mondial (FSM), une délégation algérienne conduite par le président du Conseil national économique et social (Cnes), Mohamed-Seghir Babès.

M. Babès a déclaré que cette rencontre était une occasion pour «exprimer la solidarité de

l'Algérie avec le peuple tunisien notamment après le dernier attentat terroriste contre le musée du Bardo».

La rencontre a également permis de «passer en revue l'état de la coopération bilatérale et de souligner son importance face aux défis auxquels est confrontée la région». En outre, la délégation de Scouts musulmans algériens (SMA) participant au

Forum social mondial (FSM) était présente en force dans les différents ateliers sur le soutien des causes de libération dans le monde.

Un représentant de la délégation, Abderrezak Khati, a précisé que le mouvement des SMA a notamment participé aux ateliers sur le soutien des causes sahraoui et palestinienne, précisant que les représentants ont

plaidé en faveur du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et pour la libération des territoires palestiniens occupés.

Les représentants des SMA ont par ailleurs participé à des rencontres sur la citoyenneté, l'égalité entre la femme et l'homme, la protection de l'environnement et le gaz de schiste. **Mondji T./Agence**

Sahara occidental

Les Nations unies doivent assumer leur responsabilité

Les Nations unies doivent assumer leur responsabilité en obligeant «la partie récalcitrante (le Maroc)» à respecter le processus de décolonisation au Sahara occidental conformément à la légalité internationale, a indiqué le coordinateur de la délégation sahraoui avec la Minurso (Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental), M'hamed Kheddad.

«Nous dire, aujourd'hui, qu'un appel téléphonique entre le Secrétaire général de l'ONU et le roi du Maroc est plus important que les résolutions du Conseil de sécurité, est scandaleux. Le Sahara occidental n'acceptera pas d'aller dans ce sens», a déclaré



M. Kheddad à l'occasion de la visite de l'envoyé personnel du SG de l'ONU, Christopher

Ross, dans les camps des réfugiés sahraouis. Il a estimé que l'envoyé de Ban-Kimoon «œuvre dans le sens de la reprise du processus des négociations» entre le Front Polisario et le Maroc, qui devrait intervenir au mois de mai prochain. Rappelant que le SG de l'ONU avait réclamé en 2014 une «date butoir» pour la reprise des négociations, le responsable sahraoui a soutenu que «les tergiversations ne peuvent pas continuer de la sorte», estimant que le Maroc «bloque totalement le processus des négociations». Il a appelé l'ONU à «assumer ses responsabilités et à ne pas accepter le fait accompli imposé par le Maroc». S'agissant de la mission de Christopher Ross, M.

Kheddad a indiqué que l'envoyé spécial onusien «connaît très bien la genèse du conflit» et qu'«il est animé d'un sentiment de respect des résolutions de l'ONU».

«Malheureusement, ce n'est pas lui seulement qui décide. Il y a le Secrétaire général et le Conseil de sécurité», a-t-il déploré. A quelques jours de la réunion de Conseil de sécurité de l'ONU sur le Sahara occidental, M. Kheddad a indiqué que les Saharouis attendent un «signal fort» de la part de l'ONU pour «débloquer la situation». «Il faut que le Conseil de sécurité assume pleinement ses responsabilités et fixe des délais pour le processus de négociations», a-t-il insisté. **M. Y./SPS**



Yémen

La coalition arabe pilonne les rebelles à Sanaâ

■ Les avions de la coalition arabe menée par l'Arabie Saoudite ont bombardé intensément hier les positions rebelles à Sanaâ, au troisième jour de leur opération militaire au Yémen saluée par les pays arabes réunis en sommet en Egypte.

Par Ali O.

Avant le début jeudi de l'opération aérienne «Tempête décisive» impliquant neuf pays arabes, la marine saoudienne a évacué d'Aden, la capitale du sud du Yémen en proie au chaos, des dizaines de diplomates dont des Saoudiens arrivés hier en Arabie Saoudite.

Le royaume sunnite saoudien, qui a une longue frontière avec le Yémen, commande l'intervention arabe qui vise à stopper l'offensive des rebelles chiites Houthis liés à l'Iran et les empêcher de prendre le pouvoir dans ce pays pauvre de la péninsule arabique miné par des années d'instabilité.

Depuis septembre 2014, les Houthis se sont emparés de vastes régions dont la capitale Sanaâ et avaient dans leur ligne de mire le président Abd Hadi Mansour Rabbo qui a réussi à quitter Aden où il s'était réfugié en février, pour se rendre en Egypte et participer au Sommet arabe hier.

Pour la troisième nuit consécutive, des explosions ont résonné autour de Sanaâ, où les raids contre les positions rebelles étaient les plus intenses depuis le début de l'opération militaire, selon des témoins.

«C'était une nuit intense de bombardements» et les «vitrines ont tremblé», a rapporté une étrangère travaillant pour une organisation humanitaire. «Des personnes veulent partir, mais il n'y a pas d'avions pour quitter le



Yémen». Selon un photographe de l'AFP, les bombardements ont continué toute la nuit et se sont arrêtés vers 06h00 locales (03h00 GMT).

D'après des résidents, les frappes ont visé des sites militaires, notamment des positions de la défense anti-aérienne et des dépôts de munitions, autour de la capitale.

A Aden, la situation est de plus en plus chaotique avec des accrochages entre groupes rebelles et des membres de «Comités populaires» anti-Houthis dans divers quartiers. Huit personnes ont été tuées dans l'enceinte de l'aéroport d'Aden. Selon des témoins, des hommes armés font la loi dans cette ville et interdisent la circula-

tion en coupant les routes avec des blocs de pierres et des troncs d'arbres.

En annonçant son intervention militaire, l'Arabie Saoudite a affirmé vouloir contrer «l'agression» de l'Iran qu'il accuse de soutenir les Houthis et de chercher à «dominer» la région. L'Iran n'a jamais confirmé aider les Houthis mais il a dénoncé l'opération saoudienne.

Pour leur part, les États-Unis, alliés du président yéménite dans la lutte antiterroriste et de

l'Arabie Saoudite, ont annoncé un soutien en logistique et en renseignement à la coalition arabe.

Jeudi, les forces américaines ont porté secours à deux pilotes saoudiens qui s'étaient éjectés de leur F-15 dans le golfe d'Aden, un sauvetage pour lequel le roi d'Arabie Saoudite a remercié le président Barack Obama.

Avec l'aide de l'ex-président Ali Abdallah Saleh qui dispose de puissants relais dans l'armée,

les Houthis avaient déferlé de leur fief dans le nord du pays vers le centre et l'est du Yémen, avant de progresser vers le Sud, s'emparant de plusieurs bases et régions.

Des pays du Golfe participent à l'intervention arabe, ainsi que l'Egypte, la Jordanie, le Soudan et le Maroc, selon Riyad.

Le conflit au Yémen devra dominer le Sommet arabe qui s'ouvrira hier à Charm el-Cheikh, dans la péninsule du Sinaï. La création d'une force multinationale sera à l'ordre du jour, au moment où l'intervention arabe au Yémen est perçue comme un «coup d'essai» de ce projet.

Depuis plusieurs semaines, c'est le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi qui réclame avec le plus d'insistance cette force arabe pour lutter contre les groupes «terroristes», en particulier l'organisation État islamique (EI), qui multiplie les atrocités en Irak et en Syrie et gagne du terrain en Libye et en Egypte dans le Sinaï.

Mais plus que le groupe extrémiste sunnite, c'est la crainte de voir le grand rival iranien chiite étendre son influence dans la région qui pourrait obliger les pays arabes à surmonter leurs dissensions et entériner la création d'une force militaire conjointe. **A. O.**

Nucléaire iranien

Négociations acharnées pour sauver un compromis

Les grandes puissances et l'Iran se préparent à un week-end de discussions acharnées à Lausanne pour arracher un compromis sur le nucléaire avant le 31 mars, alors que les négociations patinent dans la dernière ligne droite et que les deux parties s'exhortent mutuellement à faire des concessions douloureuses. La difficulté est à la hauteur de l'enjeu: parvenir à une entente de principe sur un dossier qui empoisonne les relations internationales depuis 12 ans, et concrétiser un énorme travail de négociations entamé il y a un an et demi entre Téhéran et les pays du P5+1 (États-Unis, Grande-Bretagne, France, Russie, Chine et Allemagne).

Les deux principaux protagonistes du dossier, le secrétaire d'État américain John Kerry et son homologue iranien Mohammad Javad Zarif, qui négocient tous azimuts depuis deux jours sur les bords du lac Léman, vont être rejoints pendant le week-end par plusieurs de leurs pairs internationaux.

Premier ministre européen à arriver, le français Laurent Fabius sera hier matin à Lausanne, où il aura un premier rendez-vous avec John Kerry. Réputé comme l'un des négociateurs les plus intransigeants, au risque parfois d'irriter ses partenaires du P5+1, Fabius devrait réitérer la volonté française d'obtenir «un accord robuste».

Le ministre allemand, Frank-Walter Steinmeier, est également attendu en fin de matinée, et participera à un déjeuner de travail avec ses collègues américain et français. «Nous attendons les

autres ministres du P5+1 ce week-end en fonction de leur agenda», a indiqué un responsable américain.

La venue des ministres vise à débloquer la négociation.

Car, à quatre jours de la date butoir, les discussions bloquent toujours sur des points cruciaux, s'accordent à dire Iraniens et Occidentaux.

L'objectif de l'accord recherché depuis un an et demi est de s'assurer que l'Iran ne cherchera pas à se doter de la bombe atomique, en échange d'une levée des sanctions internationales qui asphyxient l'économie de ce pays.

Les négociateurs se sont donné jusqu'au 31 mars pour parvenir au minimum à une entente de principe (le texte agrée, listant une série de paramètres sur des sujets comme l'enrichissement d'uranium, les sanctions, la recherche et le développement, ne serait pas forcément rendu public, selon des diplomates), avant de finaliser tous les détails techniques pour aboutir à un accord final avant le 30 juin.

Le président Barack Obama et la chancelière allemande Angela Merkel ont appelé le gouvernement iranien à prendre les «décisions nécessaires» pour «résoudre les problèmes qui demeurent» et parvenir à un accord international garantissant le caractère pacifique de son programme nucléaire.

«Toutes les parties doivent prendre leurs décisions. L'Iran a pris sa décision, nous cherchons une entente constructive, un accord sans pression et sans menace», a rétorqué hier le négociateur iranien Abbas Araghchi.

La levée des sanctions et la question de la recherche et du développement dans le domaine nucléaire sont les deux principaux sujets qui posent encore problème, ont affirmé séparément des diplomates iraniens et occidentaux.

L'Iran demande la levée de toutes les sanctions internationales, particulièrement les mesures onusiennes, alors que pour les pays occidentaux cette levée ne peut être que graduelle.

«Les sanctions du Conseil de sécurité, qui sont économiques, liées à la prolifération, et militaires, doivent être levées immédiatement et totalement», a répété vendredi soir un diplomate iranien à l'agence Lnsa.

Téhéran insiste également pour pouvoir faire de la recherche et du développement notamment afin d'utiliser à terme des centrifugeuses plus modernes et plus puissantes pour enrichir l'uranium. Mais les pays occidentaux et Israël estiment que le développement à terme de telles centrifugeuses permettra à l'Iran de réduire le «break-out», temps nécessaire pour avoir suffisamment d'uranium enrichi pour fabriquer une bombe atomique.

«Le deal est tout à fait possible, mais cela suppose des choix douloureux de l'Iran dans les trois jours qui viennent», selon un diplomate occidental, se disant incapable de prévoir comment le vent allait tourner. «Les Iraniens aiment bien négocier au bord du précipice et ils sont assez bons pour ça», a-t-il commenté.



Points chauds

Départementales

Par Fouzia Mahmoudi

C'est aujourd'hui que se tient le second tour des élections départementales qui détermineront avec plus de précision quelle est la véritable influence du Front National en France. Cela permettra également de savoir si les multiples appels de la gauche comme de la droite de ne pas voter pour le parti d'extrême droite auront eu un impact ou non sur des électeurs qui semblent de plus en plus blasés par les politiques et leurs discours. Sarkozy de son côté après avoir critiqué autant que possible le Front National a concentré ces derniers jours ses discours sur François Hollande et Manuel Valls. Il accuse le premier de mensonges concernant la reprise économique. «Qui croit encore aujourd'hui ce que dit Hollande ? Qui peut douter que Hollande a une spécialité, mentir ?» a accusé le prédécesseur de François Hollande à l'Élysée. «Nous sommes à deux jours de l'élection. Il y a deux jours, les chiffres du chômage ont été annoncés. 13 000 sur la catégorie A, 30 000 chômeurs de plus catégories A, B, C, et il vient nous dire que ça va mieux», s'est indigné Nicolas Sarkozy. «Nous sommes à 4 % de déficit, et si c'est un peu moins pire que prévu, c'est (...) qu'au lieu de sacrifier des dépenses de fonctionnement, nous avons obligé les collectivités locales à sacrifier des dépenses d'investissement», a critiqué le patron de l'UMP. Concernant Manuel Valls qui l'a accusé il y a quelques jours de courir après le Front National, Sarkozy a répondu : «Il va dans les médias matin, midi et soir. On se demande s'il a encore une minute pour travailler, réfléchir. J'aurais aimé avoir le sentiment du Premier ministre comme de la ministre de l'Éducation nationale sur les dysfonctionnements invraisemblables qui ont permis de garder un directeur d'école qui avait été condamné pour consultation de sites pédophiles et qui a la responsabilité de viols». Il s'est aussi adressé aux électeurs FN, leur assurant qu'il ne les jugeait pas «moralement» mais qu'«en faisant ça ils auront un conseiller général socialiste de plus, un président de conseil départemental socialiste de plus». «Quant à ceux qui se sont abstenus, parce qu'ils ne croient plus en rien, parce qu'on les a déçus, peut-être même moi le premier, je veux leur dire : c'est comme si vous étiez dans une voiture, le fait de vous abstenir ne vous fait pas sortir de la voiture, mais on ne vous demande même pas votre avis sur le choix du conducteur et sur le chemin», a comparé le chef de l'UMP. Reste à savoir si ces appels véhéments auront un quelconque impact ou si les électeurs français préfèrent tenter des chemins nouveaux en faisant du FN un acteur à part entière de la scène politique de leur pays. **F. M.**



Festival de la bande dessinée à Béjaïa

Une quarantaine d'exposants au rendez-vous

■ Une quarantaine d'exposants, pour l'essentiel des auteurs et des dessinateurs, ont pris part, vendredi à la Maison de la culture de Béjaïa, au 1^{er} Festival de la bande dessinée décliné sous le thème «Bougie en bulle».

Par Lamine B.

Organisée par l'association «Bougiemage», la manifestation se veut «un moment de rencontre et d'échange entre passionnés du 9^e art, mais aussi une occasion d'inciter à la création en proposant des espaces dynamiques et artistique entre public et auteurs», a souligné le commissaire du festival, Sid-Ahmed Belabbès, qui, pour l'occasion, a décidé de faire recruter les trois premiers lauréats une fois réceptionnée la nouvelle maison d'édition qui est en voie de création.

Organisée sous forme de librairie et déployée en chapiteaux, la rencontre met à l'honneur divers styles graphiques, présentant des BD complètes ou seulement de grands dessins, des œuvres étrangères, notamment la série Manga, ou nationales, dont une édition entièrement consacrée à l'histoire de la Révolution pour l'indépendance de l'Algérie et une foule de produits dérivés, issus des grandes œuvres mondiales.

En un mot, «C'est tout l'univers des bulles à travers une foule d'animations qui est offert à la découverte», a estimé M. Bellabbès, qui ne désespère pas de susciter des vocations et de contribuer à la mise en place, dans la région, de véritables traditions dans le domaine du dessin graphique.

Au-delà du concours entre bédésistes, des expositions, le festival, programmé sur deux jours, a prévu l'organisation d'ateliers en faveur des enfants scolarisés, une sortie de graffiti, notamment l'animation du tunnel Abdelkader sur le front de mer de Béjaïa et des démonstrations d'arts martiaux et de cosplays.



sin graphique. Au-delà du concours entre bédésistes, des expositions, le festival, programmé sur deux jours, a prévu l'organisation d'ateliers en faveur des enfants scolarisés, une sortie de graffiti, notamment l'animation du tunnel Abdelkader sur le front de mer de Béjaïa et des démonstrations d'arts martiaux et de cosplays.

L. B./APS

Festival «Lire en fête» à Tizi-Ouzou

Des livres en braille et des CD remis gracieusement aux non-voyants

Des livres en braille et des supports audio sont remis gracieusement aux non-voyants durant le festival local «Lire en fête», qui se tient du 21 mars au 2 avril à la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou, a-t-on constaté.

Ces documents exposés par les éditions «Voir par le savoir» qui tient un stand d'exposition au niveau du hall de la maison de la culture, sont destinés aux adultes et aux enfants, et traitent de plusieurs thèmes dont l'histoire de la guerre de Libération nationale, la poésie, le tourisme, les contes pour enfants, la littérature et le cinéma, ce qui offre aux handicapés visuels, un large choix de lecture.

Plusieurs ouvrages sur les 35 transcrits en braille et produits jusque-là par cette maison d'édition, créée en 2012 par un auteur-compositeur-poète, originaire d'Azeffoune, Abderrahmane Amalou, dont «*Bienvenue dans mon pays, l'Algérie*», «*Les quatre perles du Sahara algérien*», «*L'appel au peuple algérien du 1^{er} novembre 1954*», «*Lettre à mes parents, de Hassiba Ben Bouali*», «*Initiation à la musique*» et de nombreuses biographies de martyrs de la guerre de Libération nationale, sont disponibles.

Plusieurs livres en braille français, arabe et tamazight, sont ainsi accompagnés de CD, produits par cette même maison d'édition, et que le non-voyant peut écouter.

Des transcriptions en braille sur ces supports permettent aux handicapés visuels d'identifier leur contenu, sans avoir à le demander à une tierce personne ou à passer leur temps à essayer plusieurs CD avant de tomber sur le bon, a-t-on constaté.

Cette maison d'édition, informe son gérant, Abderrahmane Amalou, qui participe annuellement au festival local «Lire en fête», a pris part à une quinzaine de manifestations dédiées à la promotion de la lecture, durant lesquelles des livres en braille et des supports audio sont offerts à cette frange de handicapés, a ajouté M. Amalou.

«Voir par le savoir» est une édition à caractère «non lucratif», dont la mission principale est de «permettre aux non-voyants de disposer de supports pour étancher leur soif de lecture», a souligné son gérant.

Celui-ci prévoit de remettre gracieusement, à la clôture du festival «Lire en fête», un lot de livres écrits en braille et des CD au profit de l'Association des non-voyants de la wilaya de Tizi-Ouzou, et de récompenser des

non-voyants qui se seront distingués par un parcours exceptionnel, à l'instar d'un jeune analphabète, n'ayant pas été scolarisé et qui a appris le braille sur le tas.

«La volonté d'apprendre de ce jeune m'a beaucoup impressionné. Il mérite toute notre admiration et nos encouragements», a souligné M. Amalou.

Abderrahmane Amalou, âgé de 60 ans, premier auteur algérien à avoir transcrit ses ouvrages en braille, compte à son actif 300 compositions musicales (musique instrumentale), trois bandes originales de films, une dizaine d'ouvrages (poésie, littérature, contes, biographies de musiciens et d'hommes de lettres), et 8 récompenses dont le Prix de Juba II de la poésie (éditions Nounou, 2010), Reconnaissance comme homme de la culture des personnes handicapées (2013), Reconnaissance pour les actions menées au profit des non-voyants (ministère de la Solidarité, de la Famille et de la Condition de la femme, 2014), prix de Musique (Festival Caracalla 2012), médaille de Mérite, 50^e anniversaire de l'indépendance (2013).

Racim C.

Célébration de la Journée mondiale du théâtre

Plusieurs spectacles et hommages organisés à Alger

Une représentation de la pièce théâtrale «*Nissaa El Madina*» (Les femmes de la ville), adaptation de l'œuvre de William Shakespeare «*Les joyeuses épouses de Windsor*», produite par le théâtre régional de Constantine, a été proposée vendredi au public algérois à l'occasion de la Journée mondiale du théâtre. Pièce comique jouée dans un registre burlesque, «*Nissaa El Madina*», mise en scène par Shahinez Neghouache, a séduit le public très peu nombreux du Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi (TNA) par la légèreté de l'intrigue et le jeu des comédiens.

A cette occasion, le TNA a également rendu hommage au comédien Abou Djamel, Azerki Rabah de son vrai nom, âgé de 77 ans, qui a marqué les planches du quatrième art algérien depuis la fin des années 1940. Né en 1938 à La Casbah d'Alger, Abou Djamel avait fait ses premiers pas sur les planches du théâtre avec Hassen Hassani puis Keltoum et Noria avant de devenir, en 1950, le comédien fétiche de Rouiched qui l'a distribué dans la plupart de ses œuvres. Emprisonné à plusieurs reprises pendant la guerre de Libération nationale, le comédien rejoint le TNA au len-

demain de l'indépendance avant de marquer les esprits par ses rôles au cinéma, notamment dans «*Taxi el makhfi*» (Taxi clandestin) de Benamar Bakhti (1989) aux côtés de Ouardia, Othmane Ariouat et Yahia Ben Mabrouk, ou encore dans «*Hassen Taxi*» (1982) de Mohamed Salim Riad avec Rouiched. A l'occasion de la Journée mondiale du théâtre, coïncidant avec le 27 mars de chaque année, le comédien Ibrahim Chergui a lu le traditionnel message de célébration rédigé chaque année par un homme de théâtre de renommée mondiale et diffusé dans le monde

entier. Pour cette 53^e célébration, le message a été rédigé par le metteur en scène polonais Krzysztof Warlikowski qui souhaitait voir se généraliser un théâtre «basé sur la vérité et finissant par l'inexplicable» dans un monde «marqué par les crimes et les conflits» devant lesquels les hommes «se sentent impuissants, horrifiés et dépassés».

Initiée par l'Institut international du théâtre (ITI) en 1961, elle est célébrée chaque 27 mars par la communauté théâtrale du monde entier qui organise des événements nationaux et internationaux pour cette occasion.

F. H.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Cinémathèque de Béjaïa

Jusqu'au 30 mars :

Projection du dernier long-

métrage de Lyès Salem,

«*L'Oranais*».

TNA Gallery

Jusqu'à la fin du mois de

mars :

Exposition collective d'arts

plastiques et de photogra-

phies «Hors Champ» par

Mustapha Nedjai, Hellaï

Zoubir, Karim Sergoua, Rachi

Djemai, Rachid Nacib, Malek

Salah, Adliène Samet et

Nasser Medjekane.

Palais de Rais Bastion 23

Jusqu'au 31 mars :

Exposition avec Benchemakh

Kamel et Saâdoun Yasmina

intitulée «Symboles de prin-

temps».

Complexe culturel

Abdelouahab-Salim (Tipasa)

Jusqu'au 31 mars :

Exposition collective d'arts

plastiques à l'occasion de la

Journée internationale de la

femme.

Espace des activités cultu-

relles Rachid-Kouache

Jusqu'au 1^{er} avril :

L'établissement Arts et Culture

de la wilaya d'Alger, en colla-

boration avec la librairie

Média soft, organise

«Le carrefour du livre».

Salle Ibn-Khaldoun

Jusqu'au 19 avril :

Projection du film «*Les portes*

du soleil : Algérie pour tou-

jours» de Jean-Marc Minéo.

Complexe culturel Galerie

Asselah

Jusqu'au 16 avril :

Exposition de peinture par

l'artiste Amel Benghezala.

Théâtre Régional de Sidi

Bel-Abbès

29 et 30 mars :

Double représentation artis-

tique avec Gnawa Diffusion.

Coup-franc direct



Trop tard ?

Par Anouar M.

La FFP aurait pondu un communiqué dans lequel elle appelle les responsables de club à montrer plus de retenue dans leurs déclarations et à se montrer fair-play après avoir constaté les dégâts de certaines déclarations qui ont eu pour effet de créer une certaine tension dans le milieu du championnat et notamment en Ligues 1 et II. Ainsi, les dirigeants des instances qui gèrent le football national se seraient réveillés pour tenter de sauver ce qui pourrait l'être et éviter d'autres déviations comme cela s'est produit par exemple lors du match entre l'ASO et l'USMH. La Ligue avait-elle raison de se comporter de la sorte et de se montrer plus déterminée ? A vrai dire certains pensent que celle-ci s'est pris quelque peu tard et que le mal est fait avec cette haine qui gangrène le milieu du football national et ces incidents qui ont été constatés et qui ont fait des dégâts considérables. Où était cette Ligue quand les esprits s'étaient chauffés entre les acteurs de la balle ronde nationale notamment dans certains matches jugés à haut risque ? Il est clair que les responsables du football algérien sont très en retrait par rapport à ce qui se passe dans ce milieu et qu'il faudrait donc que ces derniers se réveillent pour espérer réparer ces dégâts qui ne peuvent que compliquer sa situation.

A. M.

Tour international de Constantine de cyclisme (3^e et dernière étape) Keddah Salim vainqueur

Le coureur algérien Keddah Salim de l'équipe Ooredoo a remporté vendredi la troisième et dernière étape du Tour international de Constantine dont le maillot jaune du vainqueur est revenu à l'Erythréen Amanuel Ghebreigzbbhi. Au terme d'une étape courue entre Constantine-Oum El Bouaghi-Constantine sur une distance de 137,3 Km, l'Algérien a réalisé un temps de 3h33:21 devant le Belge Pyfferon Mathias



Bouaghi par deux coureurs de l'équipe Cevital : Mekdad El Hachemi et Tigrine Mahdi, prenant jusqu'à deux minutes sur le peloton. A l'entrée de la ville d'Ain-Kercha, l'Algérien Mahdi Tigrine a décidé de lâcher son coéquipier pour mener seul la course en tête, mais au terme d'une échappée solitaire de 45 kilomètres, l'Algérien a été repris à l'entrée de la ville d'Ouled Rahmoun. Arrivant à Khroub, quatre coureurs dont trois algériens ont déclenché une dernière accélération, mais sans prendre de l'avance sur le peloton. Dans les cinq derniers kilomètres, l'Algérien Keddah Salim (Ooredoo) a surpris le peloton et arrive à disputer seul l'arrivée de l'étape. Samedi, le peloton sera au rendez-vous avec le Circuit international de Constantine, neuvième épreuve du Grand Tour d'Algérie 2015.

aucune difficulté pour garder son maillot jaune de leader.

Dès le coup d'envoi de cette course, deux coureurs algériens (Abdennebi Khaled du Cevital et Bouzidi Mohamed du Sovac), se sont lancés en échappée qui a pris jusqu'à 1'15 sur le peloton mené par l'équipe du maillot jaune. Après 18 kilomètres d'échappée, les deux hommes de tête se sont fait reprendre juste à l'entrée d'Oum-

Bouaghi par deux coureurs de l'équipe Cevital : Mekdad El Hachemi et Tigrine Mahdi, prenant jusqu'à deux minutes sur le peloton. A l'entrée de la ville d'Ain-Kercha, l'Algérien Mahdi Tigrine a décidé de lâcher son coéquipier pour mener seul la course en tête, mais au terme d'une échappée solitaire de 45 kilomètres, l'Algérien a été repris à l'entrée de la ville d'Ouled Rahmoun. Arrivant à Khroub, quatre coureurs dont trois algériens ont déclenché une dernière accélération, mais sans prendre de l'avance sur le peloton. Dans les cinq derniers kilomètres, l'Algérien Keddah Salim (Ooredoo) a surpris le peloton et arrive à disputer seul l'arrivée de l'étape. Samedi, le peloton sera au rendez-vous avec le Circuit international de Constantine, neuvième épreuve du Grand Tour d'Algérie 2015.

course en tête, mais au terme d'une échappée solitaire de 45 kilomètres, l'Algérien a été repris à l'entrée de la ville d'Ouled Rahmoun. Arrivant à Khroub, quatre coureurs dont trois algériens ont déclenché une dernière accélération, mais sans prendre de l'avance sur le peloton. Dans les cinq derniers kilomètres, l'Algérien Keddah Salim (Ooredoo) a surpris le peloton et arrive à disputer seul l'arrivée de l'étape. Samedi, le peloton sera au rendez-vous avec le Circuit international de Constantine, neuvième épreuve du Grand Tour d'Algérie 2015.

Le coach national, le Français, Christian Gourcuff, a appelé ses joueurs à se concentrer davantage sur le prochain match qui attend les Verts face à Oman, ce lundi et oublier au plus vite cette défaite face au Qatar, après les critiques qui ont fusé de partout.



Par Anouar M.

Le sélectionneur national a été clair avec ses poulaux et leur a signifié qu'il souhaitait voir un groupe plus déterminé lors de cette empaignade face aux Omanais qui sont entraînés par son compatriote, Paul le Guen et qui sont plus redoutables que les Qataris, d'autant plus qu'ils sont sur une bonne lancée après avoir battu l'équipe de la Malaisie sur le score sans appel de 6 à 0. Faisant la critique du match, Gourcuff a rappelé aux joueurs qu'il y avait comme un manque d'engagement et qu'il a été surpris de la fai-

blesse avec laquelle il a vu certains éléments ont évolué. Pour lui, certains ne se donnent pas à fond et se doivent, de ce fait, se remettre en question pour réussir une belle partie lors de ce deuxième match face à Oman même s'il avoue que la partie ne sera pas du tout facile.

Il compte également faire quelques changements par rapport au premier match étant donné qu'il n'a pas été satisfait à cent pour cent du rendement de certains de ses joueurs et notamment de Brahimi qui est passé complètement à côté. Pour lui, il n'est pas possible que son

groupe évolue de la même manière et il faudrait être d'attaque pour réussir ce deuxième match pour faire bonne figure lors de cette tournée au Qatar. Par ailleurs, les joueurs sont conscients de ce qui les attend et promettent de se donner à fond ce lundi pour donner une autre image et prouver que le match face au Qatar n'était qu'un accident de parcours et qu'ils peuvent montrer un meilleur visage, surtout que tout le monde s'attend à les voir changer d'attitude et à prouver ce dont ils sont capables de faire.

A. M.

ES Sétif

La sanction de Khedaïria non levée

Le gardien de but de l'ES Sétif (Ligue 1 de football) Sofiane Khedaïria, écarté pour des raisons disciplinaires, n'a pas été convoqué par l'entraîneur Kheireddine Madoui, pour la réception de l'ASO Chlef hier dans le cadre de la 24^e journée du championnat professionnel de Ligue 1 de football.

Le portier sétifien qui a écopé d'une amende financière, devra réintégrer le groupe la semaine prochaine, selon le président de la SSA/ESS, Azzedine Arab. «*Khedaïria reprendra en principe les entraînements avec le groupe la semaine prochaine. La direction a préféré lui infliger une amende financière, et l'entraîneur n'a pas jugé utile lui faire*



appel face à Chlef», a indiqué vendredi le dirigeant sétifien.

Du coup, le portier N.2 de l'Entente, Abderouaf Belhani, gardera la cage face à l'ASO, comme ce fut le cas face au Real Banjul et le MC

Alger (défaite 1-0), en championnat. Khedaïria avait refusé de s'enlever avec le groupe pour Banjul (Gambie) en vue du match aller disputé le 14 mars face au Real Banjul (1-1) dans le cadre des seizièmes de finale aller de la Ligue des champions d'Afrique, invoquant une blessure. Le gardien de but avait signifié à son entraîneur qu'il ne pouvait pas faire partie du groupe, en dépit de l'insistance du coach de l'Entente qui le voulait au sein de l'effectif pour soigner sa blessure à Banjul. Au terme de la 23^e journée, l'ESS pointe à la deuxième place au classement de la Ligue 1 avec 38 points, à une longueur du leader, le MO Béjaïa, en déplacement au stade du RC Arbaâ.

Ligue 2 Mobilis (24^e Journée)

L'USMB creuse l'écart

L'USM Blida a fait un grand pas vers un retour en Ligue 1 après sa victoire à l'arraché contre le WA Tlemcen (1-0) alors qu'au même moment, son poursuivant direct le RC Relizane est tombé face au troisième le DRB Tadjenant (1-0) dans le choc de la 24^e journée du championnat d'Algérie de Ligue 2 mobilis disputée vendredi.

Grâce à un but de l'inévitable Melika à l'entame de la seconde période, l'équipe de la ville des Roses a enregistré sa 13^e victoire de la saison et porte désormais son avance à 9 unités sur ses deux dauphins le RC Relizane et le DRBT. A six journées de l'épilogue de la compétition, les hommes de Kamel Mouassa possèdent 11 longueurs d'avance sur le quatrième l'O Médéa et sont

plus que jamais aux portes de l'élite. L'affiche de cette journée entre le DRB Tadjenant (3^e) et le RC Relizane (2^e) a tenu toutes ses promesses et est revenue aux locaux grâce à une réalisation de Boulainine (53'). A la faveur de cette victoire, les hommes de Bougherara rejoignent leur adversaire du jour à la seconde place avec 38 points.

Pour l'entraîneur du DRBT, le rêve de l'accession est désormais permis pour son équipe. «*Dieu merci, nous avons gagné. Cela a été difficile mais le plus important ce sont les trois points. Nous avons assuré notre maintien en L2, maintenant le rêve de la montée est permis.*

Nous allons jouer nos chances à fond», a déclaré Bougherara à l'issue de la rencontre. Le grand perdant de

cette journée est incontestablement l'O Médéa qui a été accroché à domicile par le CRB Aïn Fekroun (0-0). L'OM qui restait sur un succès en déplacement contre la JSMB s'est montrée incapable de trouver le chemin de la victoire. Avec ce résultat nul, l'O Médéa recule à la quatrième place avec 11 longueurs du leader. De son côté, le MC Saïda reste bloqué à la cinquième place après son nul face à l'ESM Kolea (1-1).

Le CA Batna (6^e), qui restait sur une dynamique de bons résultats est tombé sur le fil face à l'A Boussaâda sur un but de Belgharbi (90). Dans le bas de classement, le WA Tlemcen reste scotché à la 14^e place après sa nouvelle défaite, la neuvième de la saison face au leader.

Les hommes de Abderrahmane

Mehdaoui sont désormais dos au mur à six journées de la fin de la compétition. L'ESM Koléa (15^e) s'est contenté pour sa part d'un nul face au MC Saïda (1-1), un résultat qui n'arrange guère les hommes de Saïd Hammouche qui se dirigent tout droit vers la division amateur tout comme la lanterne rouge l'AB Merouana, incapable de s'imposer sur sa pelouse contre l'AS Khroub (0-0).

Résultats et classement

DRBT-RCR	1-0
ABM-ASK	0-0
ABS-CAB	1-0
CABBA-USMMH	2-1
ESMK-MCS	1-1
USC-JSMB	1-0
OM-CRBAF	0-0

USMB-WAT 1-0

	Pts	J
1. USM Blida	47	24
2. RC Relizane	38	24
3. DRB Tadjenant	38	24
4. O. Médéa	36	24
5. MC Saïda	34	24
6. CABBA	34	24
7. CA Batna	33	24
8. A Boussaâda	33	24
9. AS Khroub	32	24
10. US Chaouia	32	24
11. CRB A.Fekroun	31	24
12. JSM Béjaïa	29	24
13. USMM Hadjout	28	24
14. WA Tlemcen	26	24
15. ESM Koléa	24	24
16. AB Merouana	21	24

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Point d'ordre

Le Yémen, une preuve : les Arabes savent s'unir

Par Nazim Rochd

Ce sont les Saoudiens, aidés d'une coalition arabe, qui bombardent le Yémen, mais c'est l'Iran qui est accusé d'intervenir dans ce pays. Ce furent les Etats-Unis qui mirent le Vietnam à feu et à sang, mais c'était l'URSS qui était accusée de la même façon. Ainsi, il faut comprendre que seule doit prévaloir l'allégeance à l'ordre mondial voulu par Washington d'où (sur Fox News), l'ambassadeur saoudien, Adel Al-Jubeir déclare : «Les Iraniens sont ceux qui s'ingèrent dans les affaires des pays arabes, que ce soit au Liban, en Syrie, en Irak et au Yémen, ce que nous ne pouvons pas tolérer». Il a aussi dit : «Nous devons faire face à l'agression de l'Iran». Les Yéménites qui, bien sûr, n'ont pas voix au chapitre, savent pourtant qui les agresse et contre qui ils doivent se battre. On ne les entendra donc pas. Ce qui est en cours peut dérouter son horreur sous la chape du mensonge et sous l'arrogance, par procuration, que peuvent afficher les Arabes quand il s'agit de détruire un pays arabe. Le peuple du Yémen a été démis de ses capacités à résoudre ses contradictions internes, il est voué à subir la volonté des Saoudiens et devra, probablement, s'attendre à ce que le chaos se répande. Car si les maîtres des Saoudiens, autrement plus puissants, et leurs supplétifs, mem-bres de l'OTAN, n'ont pas encore résolu la question afghane, depuis plus de 14 années de guerre, comment les Arabes coalisés pourraient-ils s'imposer, là où la donne politique et militaire est infiniment plus complexe. Il ne faut donc pas s'étonner que le chaos s'exprime déjà. Dans la capitale Sanaa, il s'installe progressivement, selon

le scénario habituel des groupes armés qui tentent d'imposer leur loi et l'arbitraire qu'elle contient, alors que des unités de l'armée désertent leurs casernes en abandonnant leur arsenal d'armes. Bientôt, si les Houthis et ce qui reste comme capacités de riposte et d'organisation sont affaiblis, le monde assistera à la somalisation du pays, comme il y assiste en Libye. Ainsi, avec la disparition des voix de l'Irak, de la Syrie, de la Libye, de l'Algérie, l'Egypte ayant versé dans l'ignominie, les féodalités, profondément réactionnaires, sont désormais les seules qui comptent et qui se font entendre. La Ligue dite arabe, gagne autrement en «efficacité» et en audience. Son fusil a changé d'épaule et s'est retourné contre ses propres membres. Sous sa formule renouvelée elle est en position de pouvoir se revendiquer comme ayant des prérogatives réelles. Constituée par les pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), elle mène à la trique la plupart des pays et fait taire les récalcitrants. Ce faisant, les monarques du CCG se sont renforcés en paraphant l'appartenance à leur camp des royaumes du Maroc et de Jordanie. Mais, s'agit-il toujours de la même structure ? On peut oser répondre non et affirmer que le formalisme ancien ne fait que sauver les apparences, le temps d'une transition qui risque d'être courte et qui dépendra, tout de même, du temps que prendra la mise sous coupe réglée ou l'exclusion de ceux, des Etats, qui doivent choisir entre prêter allégeance aux «Bachaghas» ou se voir isolés sur la scène internationale, sinon risquer plus. L'Algérie, quant à elle, doit-elle, au nom de sa seule arabe en lambeaux, persister comme elle le fait à jouer à la corde raide ?

N. R.

Le Caire

Huit blessés dans l'explosion d'une bombe près de l'université

QUATRE civils et quatre policiers égyptiens ont été blessés hier dans l'explosion d'une petite bombe près de l'université du Caire, ont indiqué des sources concordantes. Le bilan a été confirmé par le porte-parole du ministère de la Santé, Hossam Abdel Ghaffar, qui a précisé que leur «état est stable». Selon un responsable de la police, cité par l'agence AFP, l'engin a été placé à la sortie d'une station de métro qui dessert l'université du Caire. Mercredi, une fillette âgée de 10 ans a été tuée dans l'ex-

plosion d'une bombe qu'elle avait trouvée près de son école au sud-ouest du Caire. Presque chaque jour, des petites bombes rudimentaires explosent au Caire et dans d'autres villes d'Egypte, ne provoquant souvent que de légers dégâts matériels. Mais des attentats tuent régulièrement de nombreux soldats et policiers, surtout dans le nord de la péninsule du Sinaï, bastion du groupe terroriste «Ansar Beït al-Maqdess».

R. I.

LA COALITION ARABE PILONNE LES REBELLES AU YÉMEN



Loumis

Djalou@hotmail.com

Tribunal criminel de Boumerdès

Droukdel et ses acolytes condamnés à perpétuité

■ Selon l'arrêt de renvoi, les tenants et les aboutissants de l'affaire remontent au 9 juillet 2008 lorsque le groupe terroriste armé, dans une embuscade, s'est attaqué à une patrouille de la Gendarmerie nationale au lieu-dit Koléa, dans la commune de Sidi-Daoud. Le bilan de cet attentat a fait état d'un mort et un blessé parmi les gendarmes.

Par A. Ammar

Le tribunal criminel près la cour de Boumerdès a condamné l'accusé D. Ali à la peine de 7 ans de réclusion criminelle. Au cours de cette audience, le même tribunal a condamné, par contumace, l'émir national du GSPC, Droukdel Abdelmalek alias Mossab Abdelouadoud, B. Merzak et B. Fatah, toujours en fuite, impliqués dans la même affaire, à perpétuité pour les chefs d'inculpation adhésion à groupe terroriste armé, pose d'engins explosifs sur la voie publique et homicide volontaire avec préméditation. Cette affaire, faut-il le rappeler, a été rejugée après un pourvoi en cassation introduit par l'accusé.

Selon l'arrêt de renvoi, les tenants et les aboutissants de l'affaire remontent au 9 juillet 2008 lorsque le groupe terroriste armé, dans une embuscade, s'est attaqué à une patrouille de la Gendarmerie nationale au lieu-dit Koléa, dans la commune de Sidi-Daoud. Le bilan de cet

attentat a fait état d'un mort et un blessé parmi les gendarmes. Ce n'est que 3 jours après, soit le 12 juillet que l'accusé D.Djemaa a été capturé dans une opération de ratisage effectuée par les forces de l'Armée nationale dans la région. Blessé, il a été évacué dans un centre hospitalier où des soins lui ont été prodigués. Parmi les témoins, un gendarme blessé par la déflagration de la bombe a déclaré que l'accusé a été capturé au cours d'une opération militaire. Selon ce dernier, le groupe de terroristes était scindé en deux sections, l'une de deux personnes et l'autre composée de quatre personnes armées.

A la barre, bien que capturé dans une embuscade, l'accusé a réfuté toutes les accusations portées contre lui. Il a déclaré devant le tribunal qu'il s'est repenti à la fin de l'année 2007 pour bénéficier des avantages de la charte portant réconciliation nationale. Il a ajouté qu'au cours de son séjour au maquis, il n'a participé à aucune opération militaire contre les forces de

sécurité ou autres. J'ai été jugé dans 18 affaires et condamné à des peines allant de 20 ans de réclusion criminelle à la peine capitale. Un total de peines de 76 ans de prison. Le procureur général, non convaincu des déclarations de l'accusé, a prononcé la perpétuité. La défense de l'accusé, pour sa part, plaide pour l'acquiescement. L'avocat a indiqué dans sa plaidoirie que son client ne figure sur aucun rapport du juge d'instruction ni même sur le rapport du 7 juillet de la même année. Le tribunal tranche sur des documents et non sur le doute ou les suppositions, raison pour laquelle il réitére l'acquiescement. Ce n'est qu'après délibération que le tribunal a rendu le verdict : 7 ans de prison ferme à l'encontre de l'accusé en état d'arrestation et perpétuité à l'encontre des autres accusés dont l'émir national du GSPC, Droukdel Abdelmalek alias Mossab Abdelouadoud.

A.A.

SC Bastia

Boudebouz de retour cette semaine

LE MILIEU international algérien de Bastia SC (Ligue 1 française de football), Ryad Boudebouz, touché aux adducteurs, reprendra les entraînements cette semaine, a annoncé le joueur hier sur sa page Facebook. «Après presque 20 jours d'indisponibilité, inshallah le retour cette semaine», a écrit Boudebouz. Du coup, Boudebouz (25 ans) pourrait effectuer son retour à la compétition lors du match en déplacement à Montpellier, prévu samedi prochain, dans le cadre de la 31^e journée du championnat. L'ancien joueur du FC Sochaux est devenu un élément indispensable dans le dispositif bastiais.

Il est le joueur le plus utilisé par son entraîneur cette saison avec 27 matchs joués et cinq buts inscrits. Boudebouz faisait partie de la liste élargie des 37 retenus par le sélectionneur Christian Gourcuff en prévision du stage des Verts à Doha (Qatar) entamé lundi dernier, et qui s'étale jusqu'à mardi. Lors du dernier point

de presse de Gourcuff tenu à Alger, le technicien breton a regretté la blessure de Boudebouz «intervenu au mauvais moment», d'autant qu'il comptait lui donner sa chance lors des deux matchs amicaux programmés face au Qatar (défaite 1-0) et Oman.

Racim S.

Rassemblement contre le terrorisme à Tunis

Bouteflika représenté par Sellal

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a chargé le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, de le représenter au rassemblement contre le terrorisme qui aura lieu aujourd'hui à Tunis et qui verra la participation de plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement, a indiqué hier un communiqué des services du Premier ministre. R. N.